

Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/Derives-a-la-nord-americaine-La-politique-etrangere-du-Canada>

# Dérives à la nord-américaine : La politique étrangère du Canada.

- Empire et Résistance - Canada -

Date de mise en ligne : vendredi 15 septembre 2006

---

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

---

**Par Maria-Luisa Monreal**

[Alternatives](#). Canada, 3 juillet 2006

Le 23 janvier dernier, le chef du Parti conservateur, Stephen Harper, est devenu le 22e premier ministre de l'histoire du Canada. M. Harper dirige un gouvernement minoritaire, comme M. Paul Martin l'avait fait durant 18 mois. M. Harper a misé, lors de sa campagne électorale, sur un nombre d'enjeux de politique intérieure, tels la réduction de la TPS, l'aide financière directe aux familles pour la garde des enfants, la sécurité des villes, etc. Les relations internationales n'ont pas constitué un grand enjeu électoral. M. Harper a néanmoins indiqué qu'il était partisan d'une harmonisation de nos relations avec notre puissant voisin, les États-Unis, et qu'il était favorable à un accroissement de l'aide gouvernementale canadienne aux pays en développement.

Même si son gouvernement n'a pas eu le temps d'élaborer une nouvelle politique de relations internationales, les décisions prises jusqu'ici donnent des indications assez claires sur ses grandes orientations.

En effet, le discours du Trône du 4 avril dernier ne contenait qu'une brève allusion à l'aide au développement. Le gouvernement a simplement annoncé son intention de « répartir de façon plus judicieuse l'aide accordée à l'échelle internationale ». Cette formulation laisse entendre que le gouvernement Harper, à l'instar du gouvernement de M. Paul Martin, n'atteindra pas l'objectif de 0,7 % du produit national brut pour l'aide au développement, engagement pris par le Canada devant les Nations Unies lors du Sommet du Millénaire en 2000. Le Canada en est actuellement à aussi peu que 0,28 %. Cinq pays européens ont déjà atteint ou dépassé le seuil reconnu, soit le Danemark, le Luxembourg, la Norvège, les Pays-Bas et la Suède. Six autres (Belgique, Espagne, Finlande, France, Irlande et Royaume-Uni) ont déclaré leur intention de l'atteindre avant 2015.

En revanche, des augmentations très importantes ont été annoncées pour les budgets de la défense et de la sécurité : 5,3 milliards de dollars supplémentaires sur cinq ans pour l'armée, et 2,5 milliards de dollars sur deux ans pour la sécurité des transports, la sécurité à la frontière et la lutte contre la criminalité. Le gouvernement Harper a aussi opté pour le renforcement et la prolongation de l'intervention militaire canadienne en Afghanistan. Il faut se rappeler que c'est le précédent gouvernement qui avait engagé les Forces armées canadiennes dans l'attaque lancée par les États-Unis contre l'Afghanistan, dans le cadre de la « guerre au terrorisme ». La décision du nouveau gouvernement confirme la fin d'une longue et honorable séquence de participation à des missions de paix. Pourtant, le peuple québécois, ainsi que la population canadienne dans son ensemble, ont clairement exprimé leur rejet du militarisme de toute guerre offensive en refusant que le Canada prenne part à l'invasion de l'Irak et en s'exprimant contre une participation au bouclier antimissile des États-Unis.

L'Association québécoise des organismes de coopération internationale (AQOCI) et d'autres groupes ont constaté un durcissement des positions internationales canadiennes à propos de deux autres dossiers : la Palestine et le protocole de Kyoto.

### **Suspension de l'aide à la Palestine**

Annoncée avant même que le gouvernement des États-Unis et d'autres gouvernements ne prennent position, la décision canadienne de retirer brusquement son soutien financier à l'Autorité palestinienne, récemment passée démocratiquement aux mains du Hamas, a eu pour effet immédiat l'annulation de quatre projets totalisant près de 7,5 millions de dollars et la restructuration d'une aide promise évaluée à une trentaine de millions dont l'Autorité palestinienne aurait été indirectement bénéficiaire. Les États-Unis et l'Union Européenne ont adopté des mesures semblables, provoquant ainsi une crise humanitaire au sein de la population palestinienne, déjà aux prises avec des difficultés énormes dans sa vie quotidienne. Ces mesures ont jeté un doute sur la sincérité de l'engagement de

l'Occident, et conséquemment du Canada, envers la démocratie dans le monde : faut-il que le Canada endosse les choix démocratiques des autres peuples uniquement lorsque ces choix font l'affaire de son gouvernement ou de l'administration états-unienne ?

### **Rejet du protocole de Kyoto**

Le volume des émissions canadiennes a crû de 24 % depuis 1990. En vertu du protocole de Kyoto, le Canada devrait baisser ses émissions, d'ici à 2012, de 6 % par rapport au niveau de 1990. M. Harper a tout bonnement renié l'engagement pris par le précédent gouvernement à cet égard. Son gouvernement entend établir ses propres objectifs en fixant une cible plus réaliste. Toutefois, tout semble indiquer que la position de M. Harper se rapproche de celle de pays notoirement pollueurs qui n'ont pas ratifié le protocole, tels les États-Unis et l'Australie. Cet autre revirement majeur risque d'être une véritable catastrophe pour le Canada, tant sur le plan écologique que diplomatique.

On ne peut que constater que des convergences de plus en plus évidentes s'établissent entre les politiques internationales du gouvernement conservateur de M. Harper et celles de l'administration Bush, qui ont pour priorité le renforcement des positions stratégiques, militaires et économiques des États-Unis dans le monde, et sont rejetées même par la population états-unienne. Nous, membres du réseau d'organismes de coopération et de solidarité au Québec, tout comme d'autres organisations de la société civile du Québec, sommes inquiets face à cette convergence qui se dessine de plus en plus. Nous considérons que le Canada doit continuer à exercer sur la scène internationale un leadership original et créateur. Ainsi, le Canada doit articuler sa politique internationale sur la lutte à la pauvreté, élément essentiel pour assurer les droits fondamentaux, et le développement humain. De plus, cette politique doit se baser sur le renforcement du droit international, des droits humains, de la démocratie participative, de l'égalité des sexes, du respect de l'environnement et de l'autonomie des peuples. De cette façon, nous nous assurerons d'une véritable sécurité pour tous les êtres humains de la planète.

L'auteure est directrice générale de l'Association québécoise des organismes de coopération internationale (AQOCI).